

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

TIER 1 | USCIRF-RECOMMENDED COUNTRY OF PARTICULAR CONCERN (CPC)

La Commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde (USCIRF) est une commission indépendante bipartite du gouvernement américain émanant de la Loi sur la liberté religieuse internationale de 1998 (IRFA) qui observe les libertés de religion et de croyance dans le monde. L'USCIRF se base sur les normes internationales pour surveiller les violations de la liberté de religion et fait des recommandations stratégiques au Président, au Secrétaire d'État et au Congrès. L'USCIRF est une entité distincte et différente du Département d'État américain. Le Rapport annuel 2018 est l'aboutissement d'une année de travail par les commissaires et le personnel en vue de consigner les abus sur le terrain et de formuler des recommandations stratégiques indépendantes à l'intention du gouvernement américain. Le Rapport annuel 2018 couvre la période allant de janvier à décembre 2017. Toutefois, dans certains cas, il est fait mention d'événements de grande importance survenus avant ou après cette période. Pour des compléments d'information sur l'USCIRF, consultez le site web [ici](#) ou contactez l'USCIRF directement au +1-202-523-3240.

République Centrafricaine

Principaux constats : La République Centrafricaine reste fragile, en proie à la violence et divisée selon des lignes confessionnelles. En 2017, les tueries visant des individus en raison de leur appartenance religieuse se sont intensifiées au centre et à l'est du pays. Cette violence rappelle les tueries et le déplacement en masse de musulmans en 2014 ; les groupes armés ciblaient alors plus particulièrement la minorité ethno-religieuse Peul. Début août, Stephen O'Brien, Coordonnateur des secours d'urgence à l'ONU, a signalé la présence de signes avant-coureurs d'un génocide en RCA. Les milices formées le long des lignes musulmanes et chrétiennes opposées ont tué des individus en raison de leur identité religieuse et déplacé des dizaines de milliers de personnes. À la fin 2017, on dénombrait plus d'un million de centrafricains déplacés, un nombre record depuis 2014. La population musulmane en RCA reste en très grande partie déplacée, avec 80 % de cette population ayant fui le pays. À l'ouest du pays, certains musulmans se trouvent dans l'incapacité de pratiquer librement leur religion, de se déplacer en toute liberté ou de bénéficier du même accès aux services que les autres.

Une délégation de l'USCIRF qui s'était rendue en RCA en mai a été déçue par la réaction de membres haut placés du gouvernement consistant à dénigrer les inquiétudes exprimées quant aux conditions de vie des musulmans. Les membres du gouvernement ont en effet refusé d'admettre que le conflit ait provoqué des violations flagrantes du droit à la liberté de religion, y compris des tueries à grande échelle visant des individus en raison de leur appartenance religieuse, le nettoyage ethnique des populations musulmanes, la séparation de populations selon des critères

religieux et la destruction de lieux de culte. Le gouvernement centrafricain a pris quelques mesures pour apaiser les tensions interconfessionnelles, mais devra intensifier ses efforts de réconciliation afin d'empêcher le nettoyage ethnique des populations musulmanes et d'améliorer les relations interconfessionnelles.

L'USCIRF recommande de nouveau en 2018 que la République Centrafricaine soit désignée comme « pays particulièrement préoccupant » ou CPC selon la Loi sur la Liberté Religieuse Internationale (IRFA), ce qu'elle avait déjà fait en 2015.

Recommandations à l'intention du gouvernement américain :

- Désigner la République Centrafricaine comme CPC selon l'IRFA ;
- Accroître son engagement auprès des autorités centrafricaines, de l'ONU et des donateurs internationaux afin de s'assurer que les thèmes de la fin de la violence sectaire et de l'impunité, de l'intensification des efforts de réconciliation interconfessionnelle, et de la garantie des droits des minorités à la liberté de religion soient abordés et appuyés lors de tout échange avec les parties prenantes ;
- Faire pression sur les autorités centrafricaines et les encourager à prendre des initiatives afin de s'assurer que les musulmans du pays ont un avenir dans le pays, en :
 - faisant des déclarations rappelant que les musulmans sont des citoyens égaux et à part entière,
 - mettant en œuvre des missions de développement dans le nord-est du pays,
 - incluant les musulmans dans l'administration du pays,
 - assurant le retour des musulmans réfugiés et déplacés internes (PDI) chez eux,
 - officialisant les fêtes musulmanes, et
 - participant à la reconstruction des mosquées et sites musulmans détruits ;
- Collaborer avec le Conseil de sécurité de l'ONU pour poursuivre les sanctions contre les ex-séléka et les anti-balaka responsables de l'organisation et/ou participants à des actes de violence sectaire, d'épuration ethnique et de crimes contre l'humanité, et continuer à dénoncer régulièrement les actes de violence sectaire et les violations graves des droits de l'Homme ;
- Exiger l'établissement de forces de sécurité et de police qui reflètent la diversité démographique du pays en échange du support continu envers la réforme du secteur de la sécurité ;

- Continuer de soutenir les programmes visant à rétablir et professionnaliser le système judiciaire centrafricain, et financer entièrement la Cour Pénale Spéciale ;
- Renforcer le soutien aux initiatives de réconciliation et de dialogue interconfessionnel en zones rurales ; et
- Continuer de soutenir l'aide humanitaire apportée aux réfugiés et aux personnes déplacées, ainsi que les projets de reconstruction.

Contexte

République Centrafricaine

Nom complet : République Centrafricaine

Gouvernement : République présidentielle

Population : 5 625 118

Religions/cultes reconnus par l'État : Sans objet

Appartenances religieuses* :

51 % Protestants

29 % Catholiques

10 % Musulmans

5 % Non affiliés

5 % Autres

*Ministère américain des Affaires étrangères (*Department of State*)

En RCA, la violence sectaire et les tueries visant des individus en raison de leur appartenance religieuse ont commencées à la suite du putsch de 2013. Le coup d'état a engendré une anarchie générale et l'effondrement total du pouvoir gouvernemental. En dépit des efforts du gouvernement de transition de 2014 à 2016 qui étaient soutenus internationalement, et de l'élection du Président Faustin-Archange Touadéra en 2016, le gouvernement actuel et les peu nombreuses forces de sécurité n'ont pratiquement aucune présence en dehors de la capitale. Le conflit continu entre les milices ex-séléka majoritairement musulmanes et les milices anti-balaka en majorité chrétiennes est lourd : des milliers de morts, 2,4 millions de personnes ayant des besoins d'aide humanitaire, [plus de 542 000 réfugiés et 688 000 PDI](#) à la fin 2017 – un nombre record de centrafricains déplacés depuis 2014. En décembre 2014, la [Commission d'enquête des Nations Unies \(COI\) sur la République Centrafricaine a publié un rapport](#) concluant à des « pratiques de nettoyage ethnique commis par les anti-balaka dans les régions où vivaient les musulmans ». Au plus fort du conflit sectaire, à la mi-2014, 417 des 435 mosquées du pays avaient été détruites, 80 % des musulmans centrafricains avaient fui le pays et les autres vivaient

dans des enclaves protégées par les forces de maintien de la paix de l'ONU. 99 % des résidents musulmans avaient fui la capitale, Bangui.

Quatorze groupes armés contrôlent environ 60 % du pays et ni les autorités, ni la police ou le système judiciaire n'ont les infrastructures ou les ressources nécessaires pour faire cesser les combats ou traduire en justice les responsables des actes de violence. Le gouvernement de la RCA, les groupes armés et les diplomates ont néanmoins continué les négociations de paix pour un règlement politique du conflit. Le 19 juin, des membres du Gouvernement et des représentants des 13 groupes armés ont signé un accord de paix sous l'impulsion de la communauté de Sant'Egidio et établi un cessez-le-feu. Toutefois, le conflit entre les signataires de l'accord a repris dans les jours suivants

En vue de stabiliser le pays, l'ONU a déployé 13 751 casques bleus dans le cadre de la Mission Intégrée Multidimensionnelle de Stabilisation des Nations Unies en République Centrafricaine (MINUSCA). Déployée en 2014, la MINUSCA doit faire face à d'importants défis pour pouvoir mener à bien sa mission, y compris d'être l'une des cibles des groupes armés. Les milices chrétiennes ont présenté les forces de maintien de la paix de l'ONU venant de pays majoritairement musulmans comme faisant partie d'un vaste effort d'infiltration du pays par des étrangers, ce qui a renforcé la méfiance locale à l'égard des musulmans et de la MINUSCA.

Le 5 février 2017, le gouvernement de la République Centrafricaine a nommé Toussaint Muntazini Mukimapa de la République Démocratique du Congo procureur auprès de la Cour pénale spéciale, un mécanisme judiciaire hybride composé de magistrats centrafricains et internationaux, chargée d'instruire les dossiers à charge contre les crimes de guerre commis dans le pays depuis 2003. En dépit de la nomination de plusieurs juges, la Cour pénale spéciale devra résoudre des problèmes importants avant de pouvoir être opérationnelle. De plus, l'impunité règne en matière d'actes de violence à l'encontre de civils, plus particulièrement en ce qui concerne les crimes sexuels et la violence à l'égard des femmes.

En mai 2017, des membres de la commission USCIRF se sont rendus à Bangui et Boda pour évaluer les conditions de la liberté de religion dans la population musulmane minoritaire en RCA, l'état du conflit et les défis auxquels l'État de droit est confronté. La délégation a rencontré des membres haut placés du gouvernement centrafricain, des chefs religieux, des représentants de l'ONU et des acteurs de la société civile.

Conditions de la liberté religieuse en 2017

Violence sectaire et nettoyage ethnique : Depuis mai, les tueries visant des individus en raison de leur appartenance religieuse ont augmenté de manière significative et les affrontements entre groupes armés continuent dans tout le pays. Cette violence rappelle les tueries et le déplacement en masse de musulmans en 2014 ; les groupes armés ciblant plus particulièrement la minorité

ethno-religieuse Peul. Début août, Stephen O'Brien, Coordonnateur des secours d'urgence à l'ONU, a de nouveau signalé la présence de signes avant-coureurs d'un génocide en RCA. Comme dans les périodes couvertes par les rapports précédents, les autorités centrafricaines manquent des ressources qui leur permettraient de mener des enquêtes sur les tueries ou de traduire en justice les responsables de ces actes.

Le 13 et 14 mai, les milices anti-balaka ont attaqué et tué des musulmans à Bangassou, dont l'imam de la ville, Mahamat Saleh. L'objectif des assaillants était d'éliminer les musulmans de la ville, y compris ceux qui avaient trouvé refuge dans la mosquée et l'hôpital. Le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui et fondateur de la Plateforme de Paix Inter-religieuse, a négocié leur libération et les a escortés vers la cathédrale catholique de la ville, qui est toujours à ce jour le refuge de près de 2 000 PDI. Plus plusieurs jours plus tard, des milices ex-séléka ont attaqué et tué des chrétiens à Bria. Plusieurs autres villages, tels que Alindo et Mombaye, ont également fait l'objet d'affrontements sectaires en mai. Un rapport de l'ONU indique que le conflit a fait plus de 100 morts et a déplacé plus de 40 000 personnes.

Le 13 octobre, des combattants anti-balaka ont attaqué la mosquée de Djimbi à Kembé tuant 26 personnes, dont l'imam et le responsable de la mosquée. Les survivants ont raconté que les miliciens ont encerclé la mosquée avant d'attaquer les douzaines de fidèles à l'intérieur.

Depuis juin, à Batangafo, Zémio, Bria et Pombolo, les combattants ex-séléka et anti-balaka se sont affrontés plusieurs fois dans le cadre du conflit sectaire, tuant des centaines de personnes et en déplaçant des dizaines de milliers. Les associations de défense des droits de l'homme ont signalé que d'août à octobre, environ 250 civils ont été tués dans ces affrontements.

Marginalisation des musulmans : Lors de la visite de l'USCIRF en RCA en mai 2017, la délégation a conclu que malgré les quelques efforts positifs pour ramener les populations musulmanes déplacées de la capitale et de l'ouest du pays, de graves problèmes demeurent et la population musulmane en RCA est toujours très marginalisée.

Les musulmans continuent à faire face à de strictes limitations de leur droit de circuler librement à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs communautés. Les imams de Bangui et Boda ont déclaré que certains musulmans dans ces villes peuvent se déplacer à l'extérieur des enclaves, mais qu'il peut être dangereux pour un musulman de voyager dans d'autres régions, surtout en tenue traditionnelle musulmane. Des représentants du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et des acteurs de la société civile ont signalé à l'USCIRF que dans tout l'ouest du pays, en particulier en zone rurale, les communautés majoritairement chrétiennes limitent la circulation des musulmans et leur interdisent de retourner chez eux ou de reprendre le travail dans les mines. Le HCR et les associations de défense des droits de l'homme ont également signalé que dans certains villages de l'ouest, les musulmans qui reviennent ne peuvent pas pratiquer librement leur religion.

Les musulmans en République Centrafricaine étaient déjà marginalisés avant le début du conflit actuel qui a encore endurci les opinions sur l'identité musulmane centrafricaine et la citoyenneté. Les musulmans sont victimes de discrimination sociale et structurelle en matière d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux pièces d'identité. Ils sont fréquemment victimes de discours haineux et de harcèlements, y compris par les agents de la sécurité qui les traitent comme des étrangers, leur demandant de nombreux justificatifs d'identité.

Finalement, pour une note positive, les imams et chefs musulmans de Bangui et Boda ont signalé à l'USCIRF que les barrières physiques et les forces de maintien de la paix déployées pour protéger les habitants musulmans ont été retirées et que plusieurs PDI musulmans sont revenus dans leurs villages natals.

Accusations non fondées de sorcellerie : La sorcellerie fait partie intégrante de la vie de nombreux centrafricains et les accusations de sorcellerie peuvent mener à des violations des droits de l'homme. Les accusations de sorcellerie visent souvent les femmes, les personnes âgées, les enfants et les handicapés, et peuvent aboutir à l'emprisonnement, la torture ou la mort. Ces abus, commis par les anti-balaka, ont continué en 2017.

Perspectives de réconciliation : En dépit de nouvelles initiatives de paix et de négociations de cessez-le-feu en 2017, le Gouvernement centrafricain est toujours confronté à des obstacles majeurs pour la réalisation de sa stratégie de réconciliation ou la résolution des principaux problèmes du conflit. Lors de la visite de l'USCIRF en RCA en 2017, des membres haut placés du gouvernement ont dénigré les inquiétudes exprimées quant à l'incapacité des musulmans de circuler librement et au manque de sécurité. Les membres du gouvernement centrafricains ont également refusé d'admettre que le conflit ait provoqué des violations flagrantes du droit à la liberté de religion – y compris des tueries visant des individus en raison de leur appartenance religieuse, le nettoyage ethnique des populations musulmanes, la séparation de populations selon des critères religieux et la destruction de lieux de culte – et ont déclaré au contraire que le conflit n'était pas de nature religieuse.

Les autorités centrafricaines ont signé l'accord politique et le cessez-le-feu sous l'impulsion de la communauté de Sant'Egidio en juin 2017, mais néanmoins des affrontements violents ont repris cette semaine-là. Bénéficiant d'un soutien international, des chefs religieux musulmans et chrétiens ont signé un plan d'action de réconciliation en décembre. Dans le cadre d'une autre initiative soutenue au niveau international, les groupes armés anti-balaka et 3R ont signé un cessez-le-feu local dans la préfecture de Nana-Mambéré.

En 2017, le Gouvernement centrafricain a lancé la phase pilote du programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réintégration (DDRR), amorcé un nouveau plan de paix et de

réconciliation avec l'Union Africaine et créé un comité pour établir la commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation. Le Président Touadéra a remanié et élargi son cabinet ministériel qui passe de 23 à 34 ministres, y compris huit ministres musulmans au lieu de trois précédemment. La RCA a deux ministres de la réconciliation nationale et a maintenant une Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales ; les membres du gouvernement n'ont toutefois pas pu fournir à l'USCIRF des informations précises sur ces programmes du gouvernement. En 2016, le président Touadéra a lancé un programme national de mise en place de comités locaux de paix et de réconciliation. À la fin de la période couverte par ce rapport, 10 comités de paix et de réconciliation ont été établis, en majorité à Bangui.

Étant donné l'échec des accords de paix et cessez-le-feu précédents, les centrafricains sont sceptiques quant au succès de nouvelles initiatives. Une coordination internationale plus efficace des efforts de paix est nécessaire. Plusieurs interlocuteurs ont déclaré à l'USCIRF que malgré le plus grand nombre de contacts et la réduction de la méfiance entre musulmans et chrétiens grâce aux programmes de cohésion sociale dans les villes ciblées telles que Bangui et Boda, le gouvernement américain doit continuer à soutenir les programmes de réconciliation, voire renforcer son soutien, en particulier en zone rurale.

Politique américaine

En 2017, le gouvernement américain a diminué son niveau d'engagement en RCA, bien qu'il continue à fournir un soutien financier à l'aide humanitaire, à l'aide aux programmes d'atténuation des conflits et de consolidation de la paix, et aux programmes de réforme de l'état de droit. Les forces américaines, ainsi que des troupes ougandaises et d'autres pays africains, ont soutenu les efforts de maintien de la paix par le passé dans l'est centrafricain, mais elles se sont retirées à l'automne 2017 après le succès des opérations contre l'Armée de Résistance du Seigneur et son chef, Joseph Kony. Lors de l'exercice budgétaire 2017, le gouvernement des États-Unis était le plus grand fournisseur d'aide humanitaire avec 124 990 467 \$. En novembre 2017, les États-Unis ont également soutenu le renouvellement d'un an de la mission de la MINUSCA, ainsi qu'un accroissement des troupes et d'autres mesures permettant d'augmenter les capacités de cette force. Le 9 mai 2017, le Président Donald Trump a annoncé qu'il continuerait la mise en œuvre du [décret présidentiel 13667](#), proclamant l'état d'urgence en RCA et imposant des sanctions contre les personnes suivantes identifiées par le Conseil de sécurité des Nations Unies comme menaçant la stabilité de la RCA : Bozizé, ancien président ; Michel Djotodia, ancien président par intérim ; Nourredine Adam et Abdoulaye Miskine, chefs de la ex-séléka ; et Levy Yakite, « coordinateur politique » anti-balaka.

L'ambassade des États-Unis à Bangui a vivement défendu le droit à la liberté de religion et a préconisé de manière active le dialogue interconfessionnel, la réconciliation nationale et le besoin de justice. L'ambassadeur des États-Unis en République Centrafricaine à l'époque,

Jeffrey Hawkins, a régulièrement rencontré le président Touadéra, des membres du gouvernement et des chefs religieux afin de promouvoir la réconciliation et le besoin de sécurité.